



**UNION INTERFEDERALE DES AGENTS DE LA  
FONCTION PUBLIQUE FORCE OUVRIERE**

46, rue des Petites Ecuries  
75010 – PARIS - Tél. : 01.44.83.65.55  
e-mail : [contact@fo-fonctionnaires.fr](mailto:contact@fo-fonctionnaires.fr)

**Communiqué de presse**

## **LES PERSONNELS DE LA FONCTION PUBLIQUE SONT FIERS DE SERVIR LA RÉPUBLIQUE SOCIALE**

Lors de son déplacement à Laon (Aisne) portant sur l'avenir de la fonction publique, le Président de la République a demandé aux personnels de la fonction publique d'être "*fiers d'être fonctionnaires*".

Les fonctionnaires et agents publics sont aujourd'hui victimes d'une vaste opération de mépris et l'objet d'attaques sans précédent :

- remise en cause du Statut,
- remise en cause du Code des pensions et des retraites,
- mobilités forcées et licenciements,
- gestion et rémunérations individualisées avec introduction de l'intéressement,
- pertes cumulées de pouvoir d'achat depuis 10 ans
- suppressions massives d'effectifs,

Sur ce dernier point, le Président de la République ne cesse de se féliciter d'avoir 100 000 emplois en moins de 3 ans, belle performance en vérité !

Les différentes réformes imposées dans les trois versants de la fonction publique, Révision générale des politiques publiques (RGPP), Loi hôpital, patients, santé, territoires (HPST), réforme territoriale de l'Etat et des collectivités territoriales, conférence des déficits publics conduisent à une destruction programmée des services publics avec, comme seul objectif idéologique, la privatisation des missions.

**Pour l'UIAFP-FO, les personnels de la fonction publique sont fiers de servir la République sociale selon les valeurs et les principes d'égalité de droit et de traitement, d'indépendance et de neutralité.**

**L'UIAFP-FO refuse la casse du service public et la fragilisation des fondements républicains du fait des déréglementations menées par le gouvernement.**

**L'UIAFP-FO demande l'arrêt immédiat des attaques gouvernementales contre le Service public, contre les personnels de la Fonction publique, contre la République.**



Paris, le 4 mars 2010